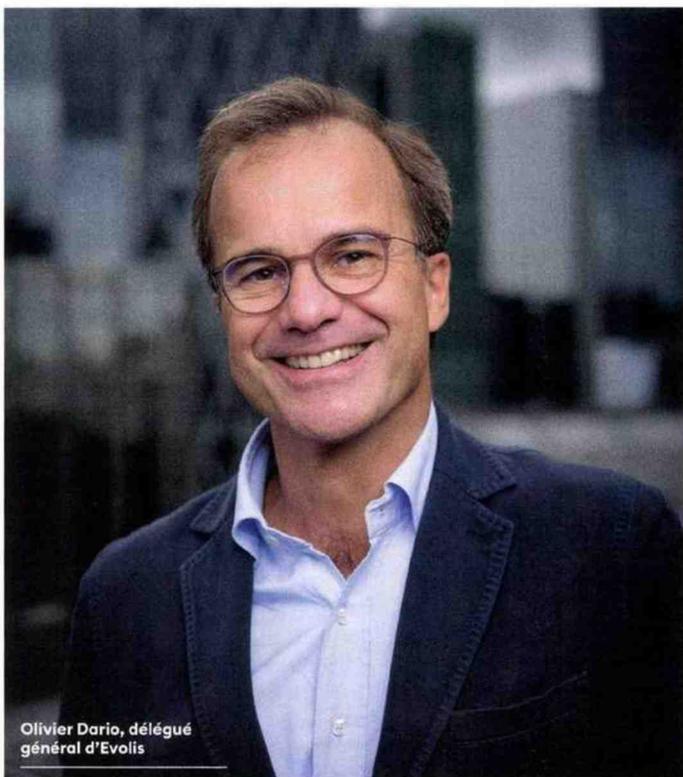


ENQUÊTE

ENTREPRENEURS : LA « RENAISSANCE INDUSTRIELLE » AFFICHE DE NOUVEAUX PROFILS

Dans les « territoires », il faut saluer la création de communautés de chefs d'entreprise. Leur mise en réseau de façon transverse, pluridisciplinaire et par multi-spécialités les incite à lancer des programmes ambitieux de ré-industrialisation dans diverses filières, avec l'export en perspective. Reportage auprès de l'organisation professionnelle Evolis.

PAR PIERRE MANGIN



Olivier Dario, délégué
général d'Evolis

P

Plutôt que « réindustrialisation », beaucoup d'économistes préfèrent dire « renaissance industrielle ». L'enjeu est double, constate Olivier Lluansi, associé de Strategy& PwC : « Il s'agit de répondre aux défis environnementaux et de rétablir une souveraineté économique perdue. » Selon lui, une nouvelle génération d'industriels émerge : les « néo-industriels », qui accordent, associent une vision de la « start-up nation – économie nouvelle, numérique et métropolitaine – à l'histoire et à la culture de la France et à l'héritage de ses territoires ». Il ajoute : « Nos politiques actuelles reposent sur ce triptyque fondateur : filières stratégiques, investissements étrangers, ruptures technologiques. Un autre triptyque devrait le compléter : territoires, made in France, et autres modes d'innovation, y compris les innovations dites frugales. »

Et l'enquête CxO de PAC (Franck Nassah, avril 2023) souligne : « Les acteurs du secteur industriel français sont conscients que la relocalisation ne peut se faire efficacement qu'avec un haut niveau

© BERNARD LACHAND



d'automatisation et des processus plus écologiques pour rester compétitifs.»

Ces grandes orientations s'avèrent être, pour une large part, le credo d'Evolis, l'organisation nationale des fabricants de machines et d'équipements de production, un acteur engagé de la réindustrialisation. Elle est issue du rapprochement entre Cisma, Profluid et Symop, et compte aujourd'hui 600 entreprises adhérentes, soit un total de 82 000 emplois, pour un chiffre d'affaires global de 19 Md€, dont 65 % à l'export (en progression). Assez impressionnant.

« Quand on parle d'industrie, particulièrement en France, on pense grands donneurs d'ordre et grands industriels du CAC 40. Pourtant, sans les fournisseurs de machines et de solutions industrielles – de nombreuses TPE et PME, engagées et créatives –, l'industrie française serait totalement inopérante. Le secteur des équipements est le maillon essentiel qui contribue à sa force et à son rayonnement. Il n'y a pas d'industrie forte sans un secteur des biens matériels et d'équipements fort », insiste Olivier Dario, délégué général d'Evolis, rencontré lors d'une visite pilotée par l'AJPME.

Des entreprises en réseau

Evolis est rattachée à la Fédération des industries mécaniques au sein du Medef. Elle se positionne comme une structure transversale, sorte de réseau d'entreprises entretenant 4 000 contacts, où figurent en bonne place, par exemple, les chefs d'atelier, véritables chevilles ouvrières de la R&D dans ces organisations.

À côté d'entreprises de taille importante comme Manitou ou Mecalac, l'essentiel de ce syndicat professionnel est constitué de PME et ETI, qui contribuent effectivement au renforcement de l'industrie française ; elles revendiquent la modernisation, la digitalisation et la décarbonation de la production.

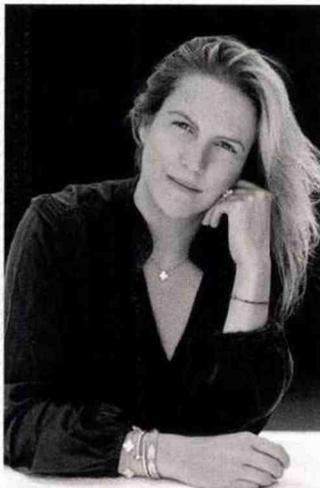
Les dirigeants rencontrés se montrent



PAS D'INDUSTRIE FORTE SANS SECTEUR DES BIENS MATÉRIELS ET D'ÉQUIPEMENTS FORT. Olivier Dario

Paola Fabiani

WISECOM, VP DU MEDEF



« Beaucoup d'épargne pourrait être orientée vers les PME en région. »

La réindustrialisation en région est possible, grâce aux PME. Elle nécessite, entre autres, des financements qui pourraient provenir d'une réorientation de l'épargne.

La pandémie et la guerre en Ukraine ont démontré à quel point la France et l'Europe étaient dépendantes des chaînes d'approvisionnement mondiales. Dans ce contexte, comment réindustrialiser la France ? « Il y a une prise de conscience collective de la nécessité de relocaliser une partie de notre production. Car la réindustrialisation, c'est non seulement une des conditions de notre souveraineté mais aussi un levier de croissance partagée par tous les territoires. »

Quelle stratégie industrielle faut-il adopter ?

« Elle doit reposer sur trois piliers : freiner la surproduction de normes et réduire la complexité administrative, résoudre les tensions sur les recrutements et les compétences, soutenir l'innovation et la digitalisation, notamment avec l'aide de l'intelligence artificielle. » (Paola Fabiani est auteure d'un ouvrage sur l'IA : *Le savoir n'est plus le pouvoir*, éditions Débats Publics, oct. 2018.)

La dynamique des territoires

Quel constat faites-vous sur la dynamique industrielle des territoires ? « Nous relevons deux enjeux majeurs : il faut promouvoir et soutenir la création d'entreprise sur l'ensemble du territoire. Et pas seulement auprès des jeunes, on constate une vraie dynamique avec de multiples profils... Il convient également de fidéliser ses collaborateurs et essayer de proposer un parcours pour permettre à chacun de rester s'il le souhaite dans sa région, comme constaté en Périgord, par exemple. »

Raisonner en écosystème

Un autre levier peut soutenir la réindustrialisation : nourrir des écosystèmes autour des entreprises : « Il faut impliquer les collectivités, soutenir les filières de formation et d'apprentissage, et attirer des investissements localement autant que possible. (...) Dans les territoires, on peut s'appuyer sur beaucoup d'énergies et de bonnes volontés, à tous les âges de la vie. La célèbre chaîne de restauration KFC n'a-t-elle pas été lancée, aux États-Unis, par un dirigeant de 65 ans ? »

L'urgence climatique apporte-t-elle des opportunités ?

« Elle est là, c'est un fait, il faut donc décarboner nos économies. Cette transition doit se faire avec réalisme et pragmatisme, sans naïveté. Patrick Martin, nouveau président du Medef, parle d'une croissance responsable, pouvant concilier impératifs économiques et écologiques ; elle doit permettre de payer l'addition, car, pour de nombreux secteurs d'activité, la transition énergétique représente un coût très élevé. Selon une étude conduite par Rexecode pour le Medef, la décarbonation de l'économie pour les entreprises représente un surinvestissement de plus de 40 milliards par an. Il va falloir le faire mais il faut générer les financements pour ça. »

passionnés ; souvent, ils co-investissent par filières et se préoccupent, entre autres priorités, de réhabiliter des métiers disparus ou en voie de l'être. Certains n'hésitent pas à hypothéquer leurs propres biens pour financer leurs projets. Ils déplorent la faible robotisation de l'industrie française et le faible poids des PME et TPE industrielles : elles ne représenteraient que 10 % du tissu industriel en France, contre 16 % en Italie. Selon eux, la France a été leader des machines-outils jusque dans les années 80, notamment face à l'Allemagne ; mais malheureusement, l'Hexagone a pris très tardivement le virage des machines à commande numérique. « *Dans certaines activités, 90 % des machines viennent de Chine* », observe Olivier Dario, délégué général d'Evolis.

Par chance, la pandémie de Covid a ravivé les enjeux de souveraineté. Ainsi, Alfi Technologies à Beaupréau-en-Mauges (Maine-et-Loire), créée en 1973, mérite le détour. Refondée et présidée par Yann Jaubert, elle compte 180 personnes aujourd'hui en France, pour 35 M€ de chiffre d'affaires en 2022, dont 30 % à l'export. Elle est spécialisée dans l'ingénierie et la fabrication de solutions pour la robotique des entrepôts, et la production automatisée de matériaux de construction (bétons). Elle vient de mettre au point une ligne de quatre chargeurs automatiques pour une chaîne de montage chez Airbus. Pour cela, elle a développé son « jumeau numérique » permettant, par exemple, la simulation de flux et cadences de production avec la représentation virtuelle en 3D des machines et le pilotage par IA. L'entreprise se tourne de plus en plus vers des matériaux recyclés (granulats pour béton) ou « biosourcés » (isolants en chanvre, par exemple).

Onze métiers à préserver...

Toujours dans le 49, à Champtocé-sur-Loire, PCM Europe SAS, du groupe Gévelot, est un spécialiste des pompes de fluides dites à cavité progressive (PCP) ou « pompes René Moineau » (l'inventeur en 1932). Présente dans 27 pays, elle compte 170 salariés. Aujourd'hui, elle conçoit des systèmes de transfert par pompage et de micro-dosage de tous types de produits (abrasifs, visqueux, corrosifs, chauds et lourds...) pour l'industrie et l'agroalimentaire. Son expertise repose sur au moins onze métiers, explique Frédéric Garde, directeur général délégué. Innovation récente : des « traqueurs » de consommation d'énergie en temps réel.



Ci-dessus : Secmair, épandage de bitume.
Ci-dessous : Un expert en rampes, Jean-Yves Luard, chez Secmair



© COUAS - DR

Plus au nord, dans la Mayenne, à Cossé-le-Vivien, Secmair SA (33 M€) du groupe Fayat mise aussi sur l'optimisation énergétique. Elle est spécialisée dans les matériels d'épandage sur camions pour les revêtements de chaussées (bitume, lait de chaux). Ses systèmes atteignent, à 6 km/h, une précision de 20 cm, grâce à un repérage automatique au sol par caméras... Partenaire de constructeurs comme Baumag, elle reçoit 40 % à 50 % de ses commandes de l'étranger : États-Unis, Canada, Europe centrale... La phase de finition est cruciale : « *Les machines livrées doivent parfaitement fonctionner, et être rigoureusement conformes à la commande du client* », insiste Frédéric Campagne, directeur du site.

Tous les nouveaux produits sont conçus en 3D par son bureau d'études qui mobilise douze personnes : ingénieurs, techniciens, dessinateurs industriels, développeurs-programmeurs... Le SAV, à lui seul, compte 31 salariés répartis dans cinq pays. Son magasin de pièces de rechange compte 7 800 références !

Les freins à la reprise

Les entreprises membres d'Evolis rencontrées s'accordent pour constater au moins deux freins à la reprise « post-Covid » : le recrutement difficile de certains profils spécialisés de l'industrie (soudeurs, automaticiens...) et la pénurie de composants importés pour 80 % de Taïwan et de Chine. « *Pour certaines pièces, le retard est de 18 à 24 mois !* » D'où l'intérêt de se tourner, entre autres, vers le fondeur franco-italien STMicroelectronics.

Ici, la synergie avec l'école des Arts & Métiers d'Angers est devenue cruciale mais également avec les lycées professionnels. La course aux contrats d'alternance est repartie. Les entreprises en comptent souvent une bonne dizaine, voire une trentaine. « *Il faut s'occuper de les former et de les loger, mais aussi de faciliter leurs déplacements ; la solution TER + vélo s'avère efficace* », précise un dirigeant. « *Nous conservons les compétences en interne aussi longtemps que possible. Certains collaborateurs au grand savoir-faire nous demandent de travailler bien au-delà de 65 ans... Nous avons embauché un DAF de 57 ans.* » La pratique du mentoring est très soutenue.

La région Pays de Loire (Christelle Morençais) est dite « très à l'écoute ». Ainsi, une subvention de 700 000 euros a permis récemment l'acquisition de machines numériques. Comme une pierre d'angle à un noble édifice... ●

© GROUPE STEEL

Adrien Sfecci, groupe Steel

LE « MADE IN FRANCE », VRAI LEVIER DE CROISSANCE



Dans les Alpes-Maritimes, le groupe Steel a fondé sa stratégie sur l'industrialisation locale, en ciblant des objets de métallurgie fine en haut de gamme.

La savoureuse histoire débute avec le grand-père, Jean Sfecci, originaire d'Istrie. Ouvrier spécialisé, tourneur-fraiseur, il débarque au milieu des années 70 sur la Côte d'Azur et lance la fabrication, en sous-traitance, de pièces métalliques pour machines à café. En 1985, son fils Daniel le rejoint, au moment où l'entreprise familiale

s'équipe de machines à commande numérique.

Trente ans plus tard, la société a diversifié ses activités. Elle est sortie progressivement de la sous-traitance et conçoit et fabrique sous sa propre marque, Orsteel, des produits finis de quincaillerie : mains courantes en bronze, poignées de porte haut de gamme, habillages de prises électriques, ou même des stylos de luxe... Car la principauté de Monaco n'est pas loin. La sous-traitance a néanmoins continué pour le compte de groupes comme Electrolux, Aqualung, Alma.

« *La clé de notre succès, c'est d'avoir privilégié la créativité, l'inventivité et la flexibilité* », explique Adrien Sfecci, actuel dirigeant avec son frère Arnaud, tous deux petits-fils du fondateur. « *Nos équipes ont fait preuve d'une très grande capacité d'adaptation. Lors du Covid, nous avons créé une plateforme de vente sur Internet ; puis identifié des niches de produits de luxe dans le secteur du yachting et de l'immobilier de villégiature.* »

Aujourd'hui, le groupe Steel jouit d'un carnet de commandes bien garni. L'ambition est d'atteindre 4 M€ (hors sous-traitance) avec la seule marque Orsteel d'ici à 2025.



Relancer des métiers disparus

« *Notre réussite s'explique aussi par notre choix de relancer plusieurs métiers d'artisanat d'art qui avaient disparu à cause de l'importation de produits asiatiques : la création de coloris (il n'existait plus de spécialistes de la coloration des bronzes), la pose de vernis, le lustrage et le satinage. Ces savoir-faire redeviennent indispensables localement, comme ceux touchant au montage/démontage des pièces (SAV).* »

Depuis début octobre, le groupe Steel a pris possession d'un bâtiment de 2200 m² en cours de construction sur la commune de L'Escarène (06). « *Le maire de la commune, Pierre Donaday, a vraiment mouillé sa chemise. L'État, via le préfet Georges-François Leclerc, s'est également beaucoup impliqué.* »

Grâce à l'acquisition d'un nouveau robot autonome et d'une nouvelle machine de finition (Kolzer), la PMI peut produire des séries dépassant les 15 000 pièces. L'expertise se traduit, par exemple, dans les colorations bronze-laiton réalisées par pulvérisation sur des pièces chromées, ceci sans utilisation de produits nocifs, sans gaspillage de matières rares et coûteuses...